

<https://www.pressegauche.org/Kukum-et-la-sedentarisation-forcee>



Kukum et la sédentarisation forcée

- Culture - Livres et périodiques -



Publication date: mardi 14 septembre 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Paru en 2019, le livre Kukum de Michel Jean a déjà reçu nombre de prix et d'éloges. Si certaines critiques mettent de l'avant l'émouvante relation d'amour entre Almanda et Thomas Siméon, [le but principal de l'auteur](#) est d'aborder la sédentarité forcée des peuples autochtones ainsi que les impacts de l'industrialisation.

Publié le 12 août 2021 | tiré d'Alternative socialiste

<https://alternativesocialiste.org/2021/08/12/suggestion-de-lecture-kukum-et-la-sedentarisation-forcee/>

Le roman nous transporte aux côtés d'Almanda (arrière-grand-mère de l'auteur), une jeune blonde aux yeux bleus qui grandit et travaille à la ferme. Passionnée et curieuse, elle nourrit un amour pour Thomas Siméon, un jeune Innu, qui l'entraîne dans un monde qu'elle ne connaît absolument pas. Ses premières fois en canot sur Pékuakami, ses cours de chasse, son premier hiver aux Passes-Dangeureuses, la puissance des saisons et même sa confiance en elle sont découvertes par le lecteur au même rythme d'Almanda.

Le livre ne nous laisse pas dans une contemplation romantique d'un folklore Innu. La force du clan Siméon, la solidarité entre les familles et le courage d'Almanda s'accompagnent d'un goût pour la résistance.

Assis derrière Almanda dans le grand canot, on découvre avec elle les racines sur lesquelles s'est construit le Canada : la dépossession du territoire, l'exploitation des ressources naturelles et le racisme. La sédentarisation forcée des Innus, c'est une partie de l'histoire canadienne qui doit être racontée. Et ce roman y arrive avec brio.

De la libre circulation à la privatisation

Kukum s'ouvre sur le récit des familles qui se déplacent à l'arrivée de la saison froide. Les différentes familles avaient l'habitude de rester à Pointe-Bleue, mais jamais l'hiver. Le vent y frappe fort et les installations ne sont pas adaptées.

Alors que la famille Siméon se dirige vers leur campement d'hiver aux Passes-Dangeureuses, les canots sont bloqués par des centaines de billots d'arbres couvrant la rivière. La discussion qu'Almanda dirige avec le maître-draveur dévoile l'absurdité de la situation. Le colon explique la nature de son travail et son impuissance face aux décisions prises plus haut :

Le lot le long de la Péribonka appartient à Frank Ross (...) il l'a payée au gouvernement. Il est dans son droit. Retournez chez vous.

Chez nous, c'est là-haut. (p.168)

La dépossession des terres, c'est surtout la vente au plus offrant. Le gouvernement laisse la voie libre aux capitalistes qui ont pour seul objectif d'exploiter, des cimes aux racines, et des rivières aux animaux.

Cette transition à la sédentarisation - obligatoire, aride et définitive - Almada la livre avec tristesse. Le savoir des

familles ne leur sert pas dans la réserve. « [L]e gouvernement a distribué des subsides aux familles pour leur permettre de vivre, raconte Almada, parce qu'il n'y a pas assez de gibier pour nourrir toutes les familles obligées de rester. Les Innus sont passés de l'autonomie à la dépendance ». (p.171) Une situation qui rend difficile la révolte et l'émancipation.

Aujourd'hui, les réserves autochtones sont toujours dans une situation de précarité extrême. Le manque chronique d'infrastructures et de ressources laisse les habitants et les habitantes dans une situation de dépendance face au gouvernement fédéral canadien. En juin 2021, 32 [communautés autochtones](#) n'ont pas d'eau courante propre. « Le Canada est le plus meilleur pays du monde », disait l'ancien Premier ministre canadien Jean Chrétien au tournant du siècle. Mais ça ne concernait que lui et ses amis.

L'assimilation pour exploiter encore plus

La force et le courage d'Almanda et de sa communauté sont ébranlés jusqu'à craquer lorsque les hydravions de la GRC atterrissent sur Pékakami. Les autorités réclament les enfants de la réserve dans l'heure qui suit. Une seule heure pour quitter famille, communauté, culture et racine.

Après nos terres, ils ont pris la seule chose qui nous restait, nos enfants. (p.181)

Dès le XIXe siècle, les autorités canadiennes ont opté pour un projet d'assimilation des jeunes autochtones afin de s'assurer d'avoir la voie libre pour exploiter le plus de territoire possible : celui des pensionnats.

Unis, on peut devenir forts, militer et résister. Et ça, le gouvernement canadien le sait. En coupant les liens entre les générations, les relations se fragilisent. C'est dans ce contexte que, comme Kukum le raconte, les enfants ont appris à détester leur propre langue, l'innu-aimun.

En en revenant, les enfants s'exprimaient en français. Les pères blancs leur interdisaient de parler l'innu-aimun et punissaient même ceux qui le faisaient. Un autre pont a été coupé entre les générations. Ils ont pensé qu'en les dépossédant de leur langue, ils en feraient des Blancs. Mais un Innu qui parle français reste un Innu. Avec une blessure de plus. (p.187)

L'ouverture des pensionnats a aussi engendré des cycles de violence qui, aux yeux d'Almanda étaient nouveaux : alcoolisme, violence conjugale, suicides, etc.

Il a fallu du temps avant que les pensionnats soient complètement fermés, en 1997. La situation n'est toutefois pas si différente aujourd'hui. Les enfants autochtones, bien qu'ils représentent presque 8% des enfants au Canada, forment [52% des enfants en famille d'accueil](#). Cette politique d'assimilation déguisée est une nouvelle façon de couper les liens entre les enfants et leur communauté.

Si le gouvernement canadien veut vraiment réduire le nombre d'enfants autochtones « pris en charge », il devrait plutôt investir dans des infrastructures, du logement et des services publics adéquats et accessibles dans les communautés autochtones. L'assimilation ne profite qu'aux personnes qui peuvent s'enrichir sur le dos des autres.

Elle ne profite qu'aux personnes à la tête des entreprises et aux rênes du pouvoir capitaliste.

Ce racisme structurel est toujours en place dans l'État canadien. Il continue d'être un outil d'exploitation.

De la détresse au courage

Au fil des accidents, des détresses, des cas de violences conjugales, d'alcoolisme et de désespoir encore jamais vécus dans la communauté, la tristesse de l'Innu(e) d'adoption se transforme en colère puis en courage. Après des drames qui secouent la réserve, voilà qu'Almanda décide de prendre le train et de se diriger vers le parlement du Québec avec la ferme intention de parler à Maurice Duplessis.

Que cette anecdote du roman prenne source ou non dans le réel, elle transmet une information importante : les réels coupables de la situation de misère dans laquelle les siens se trouvent ne sont pas les colons canadiens-français pris individuellement. Les vrais coupables sont aux commandes d'un système plus grand et plus fort qui les exploite eux aussi. Almanda ne revendique pas aux ouvriers des usines de Roberval. Elle revendique au Premier ministre en personne !

Ce système de profit basé sur l'exploitation des ressources naturelles a dû être imposé aux populations autochtones par un État canadien servant d'outil à la classe capitaliste canadienne montante. Tous les coups ont été permis, de la guerre d'extermination à l'assimilation des enfants en passant par un système légal discriminatoire. Tout cela a servi à nourrir un racisme qui, à son tour, sert à légitimer toutes les injustices.

Encore à ce jour, et tant que le fédéralisme canadien ne sera pas révolu, les populations autochtones resteront les plus pauvres et les plus opprimées du pays. Et les femmes autochtones, en particulier ! Qu'il s'agisse d'insécurité alimentaire, de chômage, de suicide, de niveaux d'incarcération ou de violence conjugale, toutes ces problématiques ont des niveaux plus élevés chez les autochtones par rapport au reste de la population canadienne. Aucune autre communauté ne compte près de [4 000 filles et femmes assassinées ou disparues en 40 ans](#). Aucune autre communauté ne compte plus de [3 200 enfants](#) morts en raison de mauvais traitements, et restés sans sépulture.

L'État, l'exploitation et le racisme

L'État capitaliste canadien opprime pour mieux exploiter. Moins il y a d'obstacles et de droits, plus les patrons en profitent. Contrairement à ce qui est souvent mis de l'avant pour parler de l'oppression des autochtones au Canada, il ne s'agit pas d'une situation où une nation en opprime d'autres. C'est l'État fédéral qui opprime. Il est l'outil d'une classe capitaliste qui elle est issue majoritairement d'une nation spécifique. La base de l'affrontement n'est donc pas d'abord entre les « Blancs » et les « Rouges », mais bien entre les puissants et ceux qui ne le sont pas. C'est la force de Kukum de bien nous le faire comprendre. Les préjugés racistes comme les situations d'exploitation se combattent par la solidarité, peu importe la communauté d'origine.

Face aux scandales qui s'empilent actuellement, la classe capitaliste canadienne doit réagir. Elle peut se permettre un certain nombre de gestes symboliques à l'endroit des victimes autochtones. Par exemple, nommer pour la première fois de l'histoire une femme autochtone au poste de gouverneure générale du Canada. Mais, quel impact cette nomination aura-t-elle sur les conditions de vie des autochtones, sur l'état de leurs logements ou sur la gestion du territoire ?

Alternative socialiste défend le droit à l'autodétermination des peuples, c'est-à-dire l'exercice d'une souveraineté économique, politique et culturelle sur le territoire qu'ils occupent. Ce droit inclut celui de se séparer, de faire

l'indépendance. C'est un aspect fondamental de l'émancipation. Cela implique la lutte pour la destruction des États capitalistes où règne une forme d'oppression nationale, comme dans l'État canadien et l'État québécois.

Comme travailleurs et travailleuses, nous avons intérêt à nous serrer les coudes, peu importe nos communautés et nations d'appartenance. La conquête de droits démocratiques et nationaux pour les uns permet d'améliorer les conditions de vie des autres. C'est ce qui rend incontournables les combats autochtones pour toute personne voulant se battre contre l'exploitation capitaliste, et pour la mise sur pied d'une société socialiste.

Venir me réfugier au lac, comme ce matin, m'apaise, car il me rappelle qui nous avons été et qui nous sommes toujours. Le vent de l'est porte les parfums du Péribonka. Tant que tout cela existe dans mon coeur, cela vie encore. (p.211)

par